

LES ENVOIS DE FONDS: UN FLUX FINANCIER POUR LE DÉVELOPPEMENT

Campagne
IDFR 2025



Journée internationale
des envois de fonds à la famille

16 JUIN

A propos de l'IDFR

[La Journée internationale des envois de fonds des familles \(IDFR\)](#), une célébration universellement reconnue, a été adoptée par le **Conseil d'administration du Fonds international de développement agricole**, le 16 février 2015, puis par l'**Assemblée générale des Nations Unies (A/RES/72/281)** en 2018, et est célébrée chaque année le 16 juin. Cette journée reconnaît la contribution de plus de 200 millions de migrants, dont la moitié sont des femmes, qui envoient des fonds dans leur pays d'origine afin d'améliorer la vie des 800 millions de membres de leur famille. Une grande partie de cet argent va directement dans les zones rurales où vivent 80% des pauvres de la planète, qui sont confrontés à des pénuries alimentaires et aux effets du changement climatique.



**Journée internationale
des envois de fonds à la famille**
16 JUIN

À travers la célébration de la Journée internationale des transferts de fonds, les Nations Unies entendent sensibiliser davantage à l'impact des transferts de fonds sur des millions de ménages, des communautés entières et des pays. L'IDFR appelle également les gouvernements, les entités du secteur privé et la société civile à contribuer à maximiser l'impact des transferts de fonds par le biais d'actions individuelles et collectives.

L'IDFR est pleinement reconnu au niveau mondial et inclus comme l'une des initiatives clés pour mettre en œuvre le [Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières](#) (objectif 20) qui appelle à la réduction des coûts de transfert de fonds et à une plus grande inclusion financière grâce aux transferts de fonds. En reconnaissant l'impact transformateur que les transferts de fonds ont à travers les familles, les communautés entières et les pays, l'IDFR favorise également la réalisation des [Objectifs de développement durable \(ODD\)](#) et fait progresser [le Programme de développement durable à l'horizon 2030](#).



SUPPORTERS DE L'IDFR

193 États membres de l'ONU ont adopté l'IDFR

Plus de **40** agences des Nations Unies et organisations/réseaux internationaux

Plus de **8 000** fournisseurs de services financiers

Plus de **1 000** opérateurs de réseaux mobiles

+ des migrants qui envoient de l'argent et des familles qui en reçoivent



©FIDA/Irina Uruh

Plus d'un milliard de personnes sont directement touchées par les transferts de fonds chaque année, que ce soit en tant qu'expéditeurs ou en tant que destinataires. Soixante-quinze pour cent des flux annuels de transferts de fonds répondent aux besoins immédiats des bénéficiaires en termes de sécurité alimentaire, d'accès à la santé, à l'éducation, au logement et à l'assainissement. Les 25% restants sont

épargnés, investis ou utilisés pour créer des entreprises, entre autres. L'établissement d'un lien entre les transferts de fonds et les services et produits financiers, assorti d'une éducation numérique et financière adéquate et sensible au genre, accessible à tous, est essentiel pour tirer parti de ces flux en faveur du développement durable.



Résolution adoptant la Journée internationale des envois de fonds à la famille

Résolution adoptant la journée internationale des envois de fonds à la famille.

[A/RES/72/281](#)

Parrains de la résolution:

Algérie, Australie, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Inde, Indonésie, Irlande, Jamaïque, Madagascar, Malawi, Maroc, Mexique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Nigeria, Paraguay, Philippines, République de Moldavie, Fédération de Russie, Samoa, Singapour, Soudan, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Uruguay et Viêt Nam.

L'Assemblée générale,
Rappelant ses résolutions [53/199](#) du 15 décembre 1998 et [61/185](#) du 20 décembre 2006 sur la proclamation d'années internationales, et la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980, relative aux années internationales et aux anniversaires, en particulier les paragraphes 1 à 10 de l'annexe sur les critères applicables pour la proclamation d'années internationales, ainsi que les paragraphes 13 et 14, dans lesquels il est précisé qu'une année ou une journée internationale ne doit pas être proclamée avant que les arrangements de base nécessaires à son organisation et à son financement n'aient été pris,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution [70/1](#) du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire

pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

Réaffirmant également les dispositions de sa résolution [69/313](#) du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

Rappelant sa résolution [71/237](#) du 21 décembre 2016 sur les migrations internationales et le développement, dans laquelle elle a pris note de l'adoption de la résolution 189/XXXVIII du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole, en date du 16 février 2015, par laquelle le Conseil a proclamé le 16 juin Journée internationale des envois de fonds à la famille,

Saluant le travail accompli par le Fonds international de développement agricole en vue de développer et de promouvoir des mécanismes d'investissement novateurs qui permettent d'accroître les retombées des envois de fonds et des investissements de la diaspora sur le développement durable, notamment les travaux du Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement, qui réunit des représentants des secteurs public et privé et de la société civile,

Considérant que, dans de nombreux pays en développement, les envois de fonds internationaux constituent une importante

source de revenus pour les familles pauvres et que leur volume devrait dépasser, durant la période 2015-2030 fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable, le montant total de 6 500 milliards d'USD des États-Unis, dont la moitié devrait atteindre les zones rurales,

Notant que les envois de fonds concernent chaque année 1 milliard de personnes, en amont et en aval, et que 75 pour cent des sommes ainsi mobilisées servent à répondre aux besoins immédiats des bénéficiaires, tandis que le reste – plus de 100 milliards d'USD par an – est soit économisé, soit investi,

Consciente de l'effet transformateur qu'ont les envois de fonds, y compris ceux des migrants, sur l'ensemble des objectifs de développement durable et sur les stratégies de développement à long terme, en particulier pour la réduction de la pauvreté des ménages et leur accès aux services de base, et sachant que les envois de fonds favorisent des investissements susceptibles d'encourager l'esprit d'entreprise et l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales des pays en développement – où les taux de pauvreté sont les plus élevés – et en période de crise et de catastrophe,

Sachant que des millions de familles rurales sont également aidées financièrement par les envois de fonds effectués à l'intérieur de leur pays par leurs proches vivant, généralement, en milieu urbain,

Consciente du travail qu'accomplissent les États Membres, les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et le Groupe des Vingt et du rôle que jouent les organisations de la société civile afin de promouvoir les retombées de la migration et des envois de fonds aux familles sur le développement,

Consciente également du rôle que tient le secteur privé dans le développement de services de transfert de fonds économiques et accessibles, notamment en ce qu'il les relie à d'autres services financiers destinés à ceux qui envoient les fonds et aux membres de leur famille, ainsi que le rôle que jouent toutes les parties prenantes dans la réalisation

d'ici à 2030 de la cible 10.c des objectifs de développement durable – faire baisser au-dessous de 3% les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les circuits d'envois de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5%,

Constatant que des technologies numériques innovantes, comme les services de virement mobile, peuvent permettre de réduire le coût d'envoi des fonds et, par conséquent, de gagner en efficacité et en rentabilité, dans l'intérêt des expéditeurs comme des destinataires des envois,

1. *Décide* de proclamer le 16 juin Journée internationale des envois de fonds à la famille;
2. *Invite* tous les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations internationales et régionales, ainsi que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, les particuliers, le secteur privé et le milieu universitaire, à observer et à appuyer activement la Journée internationale des envois de fonds à la famille, de la manière la mieux adaptée et dans le respect des priorités nationales, afin de faire connaître l'importance des retombées des envois de fonds;
3. *Demande* au Fonds international de développement agricole de concourir à la célébration de la Journée internationale, notamment par l'intermédiaire du Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement et compte tenu des dispositions énoncées dans l'annexe de la résolution 1980/67 du Conseil économique et social;
4. *Souligne* que toutes les activités qui pourraient découler de l'application de la présente résolution devraient être financées au moyen de contributions volontaires;
5. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention des États membres, des organismes des Nations Unies et de toutes les parties prenantes concernées afin que cette Journée mondiale soit observée.

La campagne #FamilyRemittances 2020–2030

La campagne IDFR vise à assurer l'engagement pour l'observation et la diffusion des actions qui en découlent dans le cadre de la [campagne décennale #FamilyRemittances 2020–2030: Soutenir un milliard de personnes pour atteindre leurs propres ODD.](#)

Dans le cadre de la campagne #FamilyRemittance, grâce à un coup de projecteur sur des thèmes annuels alignés sur l'agenda mondial du développement, la campagne de l'IDFR entend renforcer et guider les parties prenantes sur les nouvelles tendances et priorités qui maximisent l'impact des transferts de fonds parmi les personnes vulnérables dans les zones rurales, là où ces flux comptent le plus.

Aider un milliard de personnes à atteindre leurs propres objectifs de développement durable
#FamilyRemittances2030



**Journée internationale
des envois de fonds à la famille**

16 JUIN

Campagne IDFR 2025



LES ENVOIS DE FONDS: UN FLUX FINANCIER POUR LE DÉVELOPPEMENT

Campagne
IDFR 2025



Journée internationale
des envois de fonds à la famille
16 JUIN

www.familyremittances.org

#FamilyRemittances

La [Journée internationale des envois de fonds familiaux](#) (IDFR), adoptée par [l'Assemblée générale des Nations Unies en 2018](#) et célébrée chaque année le 16 juin, reconnaît les contributions des migrants du monde entier à leurs familles, à leurs communautés et à leurs pays d'origine.

Grâce à l'argent qu'ils envoient chez eux, les migrants soutiennent les moyens de subsistance, renforcent les économies et contribuent directement aux [Objectifs de développement durable \(ODD\)](#).

Au cours de la dernière décennie, les migrants ont envoyé 5 000 milliards d'USD de fonds dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), dépassant l'aide publique au développement et égalant l'investissement direct étranger. Plus d'un tiers de ces fonds ont atteint les zones rurales, où ils comptent le plus. D'ici à 2030, on estime que 4 400 milliards d'USD supplémentaires seront envoyés dans les PRFI.

MAXIMISER L'IMPACT DES TRANSFERTS DE FONDS SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LES PRFI

Dans le cadre de sa campagne décennale soulignant le rôle des transferts de fonds dans la réalisation des ODD, la campagne IDFR 2025 s'attachera à montrer comment les transferts de fonds contribuent au financement du développement. Elle identifiera également des priorités clés pour maximiser leur impact sur la résilience économique et climatique des ménages, ainsi que sur le développement local durable.

Les déficits de financement pour le développement durable sont importants et croissants – avec des estimations de 4 000 milliards d'USD d'investissements supplémentaires nécessaires chaque année pour les pays en développement¹. Les envois de fonds jouent déjà un rôle crucial dans la réduction de ce déficit de financement en tant que source fiable et directe de financement au niveau des ménages. Bien qu'ils couvrent principalement les besoins immédiats, on estime que jusqu'à un quart des fonds est consacré à des activités génératrices de revenus et à des objectifs à long terme, notamment le logement, l'épargne, les investissements, l'éducation et les soins de santé.

Pour optimiser l'impact de ces flux, il est essentiel d'élargir l'accès des bénéficiaires aux envois de fonds et aux services financiers connexes. En fournissant aux bénéficiaires des services financiers adaptés, ainsi qu'un soutien non financier, les envois de fonds peuvent avoir un impact transformateur plus important sur le développement.

En outre, les migrants et la diaspora apportent leur contribution par le biais d'investissements directs, de transferts de compétences et de réseaux de connaissances, renforçant ainsi le développement économique et social de leur pays d'origine. La mise à disposition d'instruments et de véhicules d'investissement appropriés est cruciale pour faciliter l'appétit et la capacité d'investissement de la diaspora, en particulier dans les pays et les régions confrontés à des difficultés pour mobiliser des capitaux.

En 2025, [la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement \(FfD4\)](#) offrira une occasion unique de réformer le financement à tous les niveaux et de libérer tout le potentiel des envois de fonds et des investissements des diasporas pour le développement durable.

Cette année, la campagne de l'IDFR appelle à un engagement renouvelé et élargi pour maximiser l'impact des transferts de fonds dans la réalisation des ODD dans les PRFI.

1/ CNUCED. 2023. Rapport sur l'investissement dans le monde (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.23.II.D.24, New York et Genève).

OPPORTUNITÉS POUR 2030 ET AU-DELÀ

Pour exploiter pleinement le potentiel de développement des envois de fonds dans les pays à faible revenu, des mesures doivent être prises dans six domaines clés:

1 Renforcer l'inclusion numérique et financière des familles des migrants dans les pays d'origine.

Il s'agit de veiller à ce que les familles de migrants, en particulier les femmes et les membres des communautés rurales, aient accès aux services financiers liés aux envois de fonds et disposent des compétences et des outils nécessaires pour gérer efficacement leurs finances; de plus il s'agit également de promouvoir des politiques qui soutiennent et encouragent l'épargne et l'investissement parmi les bénéficiaires des envois de fonds.

2 Améliorer l'infrastructure financière numérique et inciter le secteur privé à innover et à soutenir l'accès aux envois de fonds.

Ceci requiert le renforcement des systèmes de paiement et de l'exploitation des technologies numériques émergentes, ainsi que la promotion des approches de partenariat public-privé qui stimulent l'adoption par les clients de nouveaux services basés sur la technologie.

3 Intensifier les efforts pour réduire les frais d'envoi de fonds à moins de 3% des montants transférés d'ici à 2030.

Il s'agit de promouvoir les technologies digitales, la concurrence entre les sociétés de transfert d'argent, les exigences de transparence pour les frais et commissions facturés, tout en travaillant avec les régulateurs pour assurer une application proportionnée des mesures anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme sur les opérations d'envois de fonds à la famille.

4 Promouvoir la cohérence politique entre les institutions gouvernementales. Il s'agit de créer des synergies entre les priorités nationales qui intègrent les travailleurs migrants et leurs contributions dans les stratégies et plans de développement nationaux.

5 Faciliter les investissements de la diaspora et les instruments novateurs connexes.

Cela passe par l'élaboration des programmes et des instruments visant à promouvoir les investissements de la diaspora dans le développement local et stimuler l'entrepreneuriat dans les pays d'origine.

6 Soutenir les envois de fonds et les investissements des diasporas en tant que catalyseurs de la résilience des communautés vulnérables au changement climatique.

Les bénéficiaires des transferts d'argent, les investisseurs de la diaspora et les entrepreneurs ruraux doivent être à même de disposer des services financiers et des services d'appuis non financiers adéquats pour minimiser les risques et mettre en place des activités économiques résilientes au changement climatique

S'impliquer

SENSIBILISER

Par le biais de vos plateformes numériques, sensibilisez au rôle crucial joué par les migrants et à l'importance des transferts de fonds dans la réalisation des ODD. Vous pouvez trouver des produits et des messages pour les médias sociaux, une boîte à outils pour les médias, et les graphiques et logos de l'IDFR pour préparer du matériel de communication afin de promouvoir la campagne et l'IDFR sur le [Trello de l'IDFR 2025](#) et n'oubliez pas de nous taguer sur [X](#) et [LinkedIn](#).

Vous êtes encouragés à prendre part à la discussion mondiale en utilisant le hashtag [#familyremittances](#).

SOUTENIR ET APPROUVER L'IDFR

Nous invitons chaleureusement les gouvernements, les banques centrales, les entités du secteur public, le secteur privé et les organisations et réseaux internationaux à soutenir cette journée. La campagne IDFR 2025 lance un appel à l'action pour que les pays bénéficiaires s'engagent davantage à maximiser l'impact des transferts de fonds sur le développement – en renforçant la stabilité des ménages, en favorisant la résilience économique et climatique, et en soutenant un développement local inclusif.

APPROBATIONS

- 1. Vidéos de soutien** – Une courte vidéo d'une durée maximale de 90 secondes avec des phrases courtes et des messages clairs de la part de votre directeur ou de votre PDG ou en faveur de l'IDFR.
- 2. Déclaration écrite** – une brève déclaration écrite de votre organisation/entreprise de 500 mots maximum sur le papier à en-tête de votre entité.

Nous vous invitons à vous inspirer de nos [vidéos d'approbation](#) et de nos [lettres de déclaration](#) antérieures.

PARTAGER LES BONNES PRATIQUES

Dans le cadre de la campagne IDFR 2025, Financement du développement, nous vous invitons à partager vos réussites et vos contributions au cours de la dernière décennie. Vos expériences et initiatives peuvent inspirer d'autres personnes et mettre en évidence le rôle transformateur des transferts de fonds dans la promotion de l'inclusion financière, de la résilience économique et du développement durable. Écrivez-nous à remittances@ifad.org et partagez vos pratiques, vos réalisations ou vos innovations en remplissant ce formulaire.

Nous vous encourageons à présenter votre rôle dans l'avancement de l'écosystème des transferts de fonds en soulignant vos réalisations dans les domaines suivants:

- **Élargir l'accès aux services de transfert de fonds**, en particulier dans les zones rurales et pour les groupes mal desservis
- **Digitalisation des envois de fonds et réduction des frais d'envoi**, en particulier dans les corridors où les coûts sont élevés
- **Offrir un plus large éventail de services financiers aux familles de migrants** afin de maximiser l'impact des transferts de fonds sur la résilience des ménages et le développement local.
- **Déployer des initiatives visant à aider les familles de migrants à utiliser les transferts de fonds à plus long terme**, notamment dans les domaines de l'entrepreneuriat, de la création d'entreprises, de l'adaptation au climat et de l'investissement.
- **Soutien et initiatives visant à aider la diaspora** à investir dans son pays d'origine

QUAND

Les contributions doivent être reçues avant le **mardi 10 juin 2025**.
Veuillez les envoyer à remittances@ifad.org

LES PROCHAINS ÉVÉNEMENTS DE L'IDFR SOUS L'ÉGIDE DE L'IFAD

Par le biais de la célébration de la Journée internationale des transferts de fonds et des événements qui l'accompagnent, les Nations Unies entendent sensibiliser le public à l'impact des transferts de fonds sur des millions de ménages, des communautés entières et des pays. L'IDFR appelle également les gouvernements, les

entités du secteur privé et la société civile à contribuer à maximiser l'impact des transferts de fonds par le biais d'actions individuelles et collectives.

Cette année, le FIDA organisera une série d'événements simultanés précédant et célébrant le IDFR.

Les manifestations de célébration se dérouleront comme suit:

AGENDA

Le rôle des transferts de fonds pour l'inclusion financière en marge du 4ème PrepCom de la 4ème Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4)

NEW YORK | ÉTATS-UNIS
remittances@ifad.org

KAMPALA | OUGANDA
remittances.uganda@ifad.org

ACCRA | GHANA
remittances.ghana@ifad.org

NAIROBI | KENYA
remittances.kenya@ifad.org

OUJDA | MAROC
remittances.morocco@ifad.org

DAKAR | SÉNÉGAL
remittances.senegal@ifad.org

BANJUL | GAMBIE
remittances.thegambia@ifad.org

Appuis et soutiens à la campagne de l'IDFR

Depuis que la résolution de l'IDFR a été adoptée par le **Conseil des gouverneurs du FIDA** en 2015, l'IDFR a reçu beaucoup d'encouragements et de soutien de la part des secteurs public et privé, de la communauté internationale et des organisations de la société civile.

Chaque année, le FIDA cherche à obtenir un soutien continu afin de sensibiliser davantage et d'inciter plus de parties prenantes à agir.

Au fil des ans, la résolution de l'IDFR et les campagnes ont été approuvées par plus de 40 agences de l'ONU, gouvernements et agences nationales de développement, organisations et réseaux internationaux. Le secteur privé, y compris les banques, les fintechs et les fournisseurs de services de transfert de fonds ont largement approuvé l'IDFR.

Du secteur privé:

- Plus de 150 opérateurs de transfert d'argent représentant 85% du marché ont approuvé l'IDFR, soit par l'intermédiaire de l'Association internationale des réseaux de transfert d'argent (IAMTN), soit à titre individuel.
- GSMA, une association regroupant plus de 1 000 opérateurs de téléphonie mobile dans le monde, et des entreprises de premier plan comme Vodafone.
- L'Institut mondial de l'épargne et de la banque de détail (WSBI), une association regroupant plus de 6 400 caisses d'épargne dans plus de 80 pays.
- l'Association des paiements émergents (EPA), qui compte plus de 100 membres dans le monde entier.

Tous les avenants sont disponibles sur www.ifad.org/idfr et www.familyremittances.org.

Approuvé par les Nations Unies, les gouvernements et les agences nationales de développement

Nations Unies

- Le réseau des Nations Unies sur les migrations (UNMN) | 2016, 2024
- Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique des Nations Unies (OSAA) | 2024
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) | 2023
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) | 2023
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) | 2023
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UN DESA) | 2018
- Association postale universelle (UPU) | 2018
- Agence des Nations Unies pour les migrations (OIM) | 2016

Gouvernement et agences nationales de développement

- Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI) | 2024
- Département d'État pour les affaires de la diaspora, ministère des affaires étrangères et de la diaspora, République du Kenya | 2024
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) | 2024
- Royaume de Belgique | 2023

Organisations et réseaux internationaux

- Forum mondial de recherche sur la diaspora et le transnationalisme (GRFDT) | 2023
- Fondation africaine pour le développement (AFFORD) | 2018
- Association des peuples du Commonwealth – Ouganda (CPAUG) | 2018
- Organisation des Nigérians de la diaspora Qatar | 2018

Appuis du secteur privé selon les années

Associations

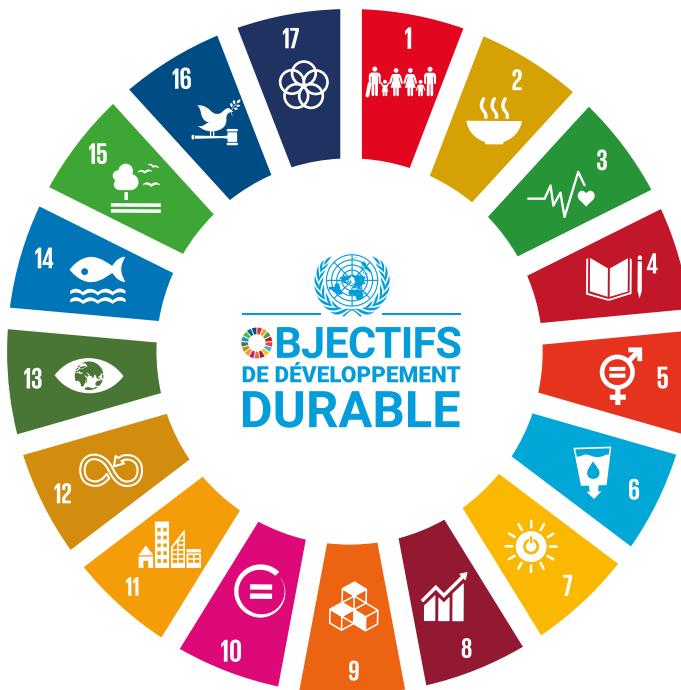
- Association internationale des réseaux de transfert de fonds (IAMTN) | 2017, 2024
- GSMA | 2017
- Institut mondial de l'épargne et de la banque de détail (IMEC) | 2017, 2024
- Emerging Payments Association (EPA) | 2018 National Money Transmitters Association, Inc. (NMTA) | 2017

Entreprises individuelles

- Afrimoney | 2024
- Allied Bank, Ltd. | 2018
- Ansari Bank | 2023
- AUXFIN International | 2017
- Babyloan | 2018
- Barri Financial Group | 2017
- Banque de développement, Ouzbékistan | 2024
- Choice Money Transfer, Inc. | 2017
- Banque de crédit, Kenya | 2024
- Dassy Irawati-Rutten/Bank Negara Indonesia – BNI Bank | 2017
- Developing Markets Associates, Ltd. (DMA) | 2018
- DinEx | 2017
- Easypaisa | 2018
- Fiat Match | 2023
- Fintech Advisors | 2017
- GenX Remittance Solutions | 2017
- Habib Bank, Ltd. | 2018
- HabibMetro Bank | 2018
- IDT Payment Services, Inc. | 2017
- Conférences internationales sur le transfert de fonds (IMTC) | 2017
- Kendy Money Transfer, Ltd. | 2017
- Kondiaronk | 2024
- Kyodai Remittance | 2018
- Levoca | 2023
- M. Lhuillier Financial Services, Inc. | 2017
- Mama Money | 2023
- Mastercard | 2023
- MCB Bank Limited | 2018, 2024
- Meezan Bank, Ltd. | 2018
- MTN MoMo | 2024
- National Savings Bank of Sri Lanka | 2018
- Nsano, Ltd. | 2024
- OnAfrique | 2024
- Pakistan Remittance Initiative (PRI) | 2018
- Prabhu Group, Inc. | 2017
- Remcash | 2023
- Ria Financial Services | 2019
- Savers Global | 2024
- Silkbank | 2018
- Sindh Bank | 2018
- SmartRemitt, Llc. | 2017
- SolidTrust Pay | 2017
- Standard Chartered Bank Pakistan | 2018
- Banque commerciale de Tanzanie | 2023
- Telenor Microfinance Bank | 2018
- Banque de Khyber | 2018
- Tulix | 2023
- United Bank, Ltd. (UBL) | 2018
- Uniteller | 2017
- UPESI | 2023, 2024
- Vodafone | 2018
- Wells Fargo | 2017

Les transferts de fonds sont plus que de simples transactions financières – ils sont une bouée de sauvetage pour des millions de familles, un catalyseur de l'autonomisation économique et un moteur essentiel du développement durable.

Alors que le monde cherche des moyens innovants pour combler le déficit de financement du développement, la campagne IDFR 2025 appelle à une plus grande reconnaissance du rôle que jouent les transferts de fonds dans la réduction de ce déficit, ainsi qu'à des politiques plus fortes et à l'inclusion financière pour maximiser l'impact des transferts de fonds sur la résilience économique des familles et sur le développement durable.



Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

Le FIDA est une agence spécialisée des Nations Unies et une institution financière internationale, qui a pour mandat d'investir dans les populations rurales afin d'éradiquer la pauvreté dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.



Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie

Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

facebook.com/ifad

instagram.com/ifad_org

linkedin.com/company/ifad

x.com/ifad

youtube.com/user/ifadTV

Mai 2025

Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF)

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA, doté de 75 millions d'USD, vise à maximiser l'impact des envois de fonds sur le développement et à promouvoir l'engagement de la diaspora dans les pays d'origine des travailleurs migrants.



Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds

Courriel: remittances@ifad.org

www.ffremittances.org

linkedin.com/company/financing-facility-for-remittances-ffr

x.com/FFRemittances